

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE SA

23 rue de l'Estrey
88440 Nomexy

Références : 25-204_0006202362_SP/AR
Code AIOT : 0006202362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 février 2025 de l'établissement COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE SA implanté à Nomexy (88440). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE DEVELOPPEMENT TEXTILE SA
- 88440 Nomexy
- Code AIOT : 0006202362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CDT a exploité trois unités situées sur le territoire de la commune de Nomexy (88440)

- une unité de teinture sise, 49 rue d'Alsace,
- une unité de tissage sise 29 rue d'Estrey,
- une zone dite boubier sise rue division Leclerc.

L'inspection n'a pas connaissance de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site.

Par jugement en date du 04 mars 2003, le Tribunal de Commerce de ROUBAIX-TOURCOING a prononcé la liquidation judiciaire de la société Compagnie Développement Textile et nommé Maître MARTIN - 58, avenue Guyemer - 59700 MARCQ-EN-BAROEUL, aux fonctions de liquidateur judiciaire.

Suite au non-respect de la mise en demeure du 29 avril 2004 modifié, de remettre en état (mise en sécurité) les unités de teinture et de tissage, l'arrêté du 10 octobre 2006 a ordonné la consignation d'une somme de 300 000 euros en vue de cette remise en état.

Devant l'absence d'action du liquidateur judiciaire et en raison de la dégradation de l'état environnemental du site, l'arrêté du 28 décembre 2015 est venu prescrire à l'ADEME la réalisation de travaux d'office sur une partie de la somme consignée, pour la mise en sécurité du site (enlèvement des déchets, sécurisation des accès,...).

L'ADEME a validé le 7 février 2023 le compte rendu d'intervention terminée (CRIT) rendant compte de la réalisation des travaux d'office prescrits.

Les trois unités constituant le site CDT ont pu être visitées.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	mémoire de cessation	AP de Mise en Demeure du 29/04/2004, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Travaux d'office	1 mois
3	compatibilité avec l'usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	consultation sur l'usage futur	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 29 avril 2004 ne sont pas complètement respectées. Ce point ayant déjà fait l'objet d'une mise en demeure et d'une consignation, il est proposé, en l'absence de justificatifs de la part du liquidateur pour répondre aux exigences de l'article 3 de l'arrêté préfectoral 890/2004 du 29 avril 2004, de faire réaliser ces travaux restant par un tiers par arrêté de travaux d'office.

L'exploitant n'a pas procédé aux investigations et travaux nécessaires pour démontrer que son site est compatible à un usage donné. S'agissant d'une ancienne ICPE, ayant cessé son activité avant le 1er octobre 2005, le site doit être rendu compatible à un usage comparable à la dernière période d'exploitation, soit sauf cas particulier, à un usage industriel conformément à l'article R.512-39-5 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : mémoire de cessation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2004, article 3
Thème(s) : Autre, mémoire de cessation
Prescription contrôlée : Maître MARTIN en sa qualité de liquidateur judiciaire de la COMPAGNIE DÉVELOPPEMENT TEXTILE S.A est mis en demeure, sous un délai ne dépassant pas un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de présenter à Monsieur le Préfet des Vosges une notification d'arrêt des activités de ladite société sur la commune de NOMEXY. Celle-ci devra être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, et comportera notamment : <ol style="list-style-type: none">1. Évacuation ou élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site , avec les justificatifs d'évacuation ou d'élimination ;2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués ;3. l'insertion sur le site de l'installation dans son environnement ; en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.
Constats : Par courrier daté du 22 janvier 2024, le liquidateur judiciaire de la SAS COMPAGNIE DÉVELOPPEMENT TEXTILE a transmis à l'inspection des installations classées le plan de gestion (rapport n°A127034/version A du 22 novembre 2023) réalisé à la demande de l'EPFGE. Ce plan de gestion concerne uniquement l'unité de teinture située rue d'Alsace et non l'intégralité de l'emprise du site (unité de teinture, zone dite du boubier et unité de tissage). Sur le terrain, l'inspection fait les constats suivants : · Unité de teinture sise, 49 rue d'Alsace, des travaux sont en cours sous la maîtrise d'œuvre de la mairie de Nomexy. A l'exception des 2 bâtiments situés au niveau de l'entrée du site, sur la façade nord-est du site, l'ensemble des bâtiments a été démoli. Des travaux de réhabilitation ont été réalisés par l'EPFGE en 2024. Le rapport faisant suite aux travaux et l'analyse des risques résiduels permettant de conclure à la compatibilité du site avec l'usage industriel ne sont pour l'instant pas disponibles. Ces éléments sont attendus pour le 3ème trimestre 2025. · Zone dite boubier sise rue division Leclerc Dans son rapport de 2007 la société SITA Remédiation relève la présence d'anomalies significatives dans les sols et préconise entre autres de déterminer les limites des spots de pollution. Aucune mesure n'est prise ou prévue pour permettre l'acquisition d'une connaissance suffisante de l'état de pollution du site. Aucune mesure n'est prise ou prévue en matière de dépollution des sols pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. · Unité de tissage sise 29 rue d'Estrey,

Une étude réalisée en 2007 par SITA Remédiation révèle la présence d'anomalies significatives dans les sols, ainsi que la présence de COHV dans la nappe en aval hydraulique du site. Le bureau d'étude préconise de déterminer les limites des spots de pollution, de les excaver et de procéder à un nouveau contrôle de la qualité des eaux de la nappe.

Aucune mesure n'est prise ou prévue pour permettre l'acquisition d'une connaissance suffisante de l'état de pollution du site. Aucune mesure n'est prise ou prévue en matière de dépollution des sols pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 29/04/2004 ne sont pas totalement respectées. Ce point ayant déjà fait l'objet d'une mise en demeure et d'une consignation, il est proposé, en l'absence de justificatifs de la part du liquidateur pour répondre aux exigences de l'article 3 de l'arrêté préfectoral 890/2004 du 29/04/2004, de faire réaliser ces travaux par un tiers par arrêté de travaux d'office.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé au liquidateur judiciaire de transmettre au préfet sous un délai d'un mois, le mémoire qui précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511- du Code de l'Environnement, et comportera notamment :

- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués ;
- l'insertion sur le site de l'installation dans son environnement ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Cette demande porte sur l'intégralité du site (unité de teinture, zone dite du borbier et unité de tissage).

Ce point ayant déjà fait l'objet d'une mise en demeure et d'une consignation, il est proposé, en l'absence de justificatifs de la part du liquidateur pour répondre aux exigences de l'article 3 de l'arrêté préfectoral 890/2004 du 29/04/2004, de faire réaliser ces travaux par un tiers par arrêté de travaux d'office.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Travaux d'office

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : consultation sur l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-39-5

Thème(s) : Autre, consultation sur l'usage futur

Prescription contrôlée :

Pour les installations ayant cessé leur activité avant le 1er octobre 2005, le préfet peut imposer à tout moment à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, en prenant en compte un usage du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation.

Constats :

L'exploitant n'a pas justifié de la réalisation de la consultation sur l'usage futur du site. Cependant conformément à l'article R.512-39-5 précité, l'usage retenu est l'usage industriel

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : compatibilité avec l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3
--

Thème(s) : Autre, compatibilité avec l'usage futur

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Constats :

Suite à l'arrêt des installations en 2003, l'exploitant n'a pas procédé aux investigations et travaux nécessaires pour démontrer que son site est compatible avec l'usage industriel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder aux investigations et travaux nécessaires pour démontrer que son site est rendu compatible à un usage donné. S'agissant d'une ancienne ICPE, le site doit être rendu compatible à un usage comparable à la dernière période d'exploitation, soit sauf cas particulier, à un usage industriel. Un projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre du liquidateur judiciaire est proposé au Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois
